

République Française
Département des Hautes-Alpes
Arrondissement de Briançon

Commune
LE MONETIER LES BAINS 05220

N°008/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation : **06 mars 2025**

Date d'affichage : **13 mars 2025**

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 12 mars à 18 heures 30

Le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Marie REY, Maire

Etaient présents :

Jean-Marie REY, Maire

Fabrice LOISEAU, Muriel PAYAN, Alexandre GOUEL, Margot MERLE, adjoints

Marielle BOY, Jean-Michel BRUNET, Pierre SAVOLDELLI formant la majorité des membres en exercice

Procurations :

Yveline CORDIER à Margot MERLE

Jean-Baptiste CRAFFK à Muriel PAYAN

Absentes :

Violaine PIQUET-GAUTHIER, Gabrielle GUIBERT, Lisa FAURE

Margot MERLE a été élue secrétaire

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE	:	13
PRESENTS	:	8
VOTANTS	:	10

OBJET : CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES HAUTES-ALPES : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION AVEC LE SERVICE D'AIDE A L'ARCHIVAGE ET MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil Municipal que selon l'article L2321-2 du Code Général des collectivités territoriales, l'entretien des archives est une dépense obligatoire pour les communes.

Il explique à l'assemblée qu'au terme de l'article L.212-6 du même code, les collectivités territoriales sont propriétaires de leurs archives et se doivent d'en assurer elles-mêmes la conservation et la mise en valeur.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes a créé, par délibération du 14 Décembre 2009, un service Archives. Ce service facultatif a pour

mission de permettre aux collectivités de respecter leurs obligations en matière d'archivage.

Les archives publiques sont inaliénables et imprescriptibles. Elles appartiennent de plein droit à la collectivité, qui doit en assurer elle-même la conservation et la mise en valeur. La structure doit notamment prévoir les frais de conservation – dépenses obligatoires – qui vont de l'achat des boîtes de classement à la restauration des documents, en passant par l'aménagement d'un local.

Le Maire est responsable au civil et au pénal du maintien de l'intégrité des archives de la structure.

Tous ces travaux se font sous le contrôle scientifique et technique du Directeur des archives départementales.

La mission de l'archiviste sera facturée à la collectivité adhérente de la manière suivante:

Tarifs des prestations du Service « Archives »		
	Collectivités affiliées	Collectivités non affiliées
Traitement des archives/archivage	300 € / jour	320 € / jour
Diagnostic archives numériques	150€ / jour	200 € / jour
Formation du personnel	400 € / jour	420 € / jour
Mise en valeur du patrimoine	200 € / jour	220 € / jour
NB : les tarifs ne prennent pas en compte l'achat du matériel pour l'archivage		

VU les articles L. 212-6 et L. 212-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du 14 décembre 2009 du centre de gestion des Hautes-Alpes créant le service d'archives itinérant ;

VU le Code du Patrimoine ;

VU la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi du 26 janvier 1984 modifiée ;

VU la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et aux obligations du fonctionnaire ;

VU la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes du 14 novembre 2023 ;

CONSIDERANT le besoin de continuer la démarche entamée au niveau des archives communales ;

CONSIDERANT les contraintes financières de la collectivité ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré **et à l'unanimité** :

ACCEPTE de renouveler l'adhésion au service d'aide à l'archivage du Centre de Gestion des Hautes-Alpes.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention, annexée à la présente délibération, avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.
Pour copie conforme

Le Maire,

Jean-Marie REY

La secrétaire de séance

Margot MERLE

